

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/8/ARG/3
G/SG/N/10/ARG/2
G/SG/N/11/ARG/2
22 juin 2001
(01-3121)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 B) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, CONCERNANT LA CONSTATATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE GRAVE CAUSÉ PAR UN ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C) ET DE LA NOTE DE BAS DE PAGE 2 RELATIVE À L'ARTICLE 9 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

ARGENTINE

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 juin 2001.

Dans le cadre de l'enquête en matière de sauvegardes relative à l'importation de cyclomoteurs et de motocyclettes d'une cylindrée inférieure ou égale à 100 cm³, à l'exclusion des quadricycles et des véhicules "tout terrain", la République argentine a l'honneur de présenter la notification ci-jointe au Comité des sauvegardes, au titre de l'article 12:1 b) et c) de l'Accord sur les subventions et au titre de la note de bas de page 2 relative à l'article 9 dudit accord.

Je vous saurais gré de bien vouloir informer à cet égard les Membres de l'OMC ayant un intérêt substantiel, comme exportateurs du produit faisant l'objet de l'enquête, dans la tenue des consultations prévues à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

Notifications au titre de l'article 12:1 b) et c)

Notification au Comité des sauvegardes concernant la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations: notification de l'adoption de la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde

L'enquête a été ouverte à la suite d'une demande émanant de la société nationale ZANELLA HNOS. S.A.C.I.F.I. selon les renseignements communiqués dans la notification effectuée le 21 septembre 2000 sous couvert des documents G/SG/N/6/ARG/3 et G/SG/N/6/ARG/3/Suppl.1 du 15 septembre 2000.

Les éléments de preuve rassemblés par l'autorité compétente au cours de la présente enquête sont indiqués en détail ci-après.

1. Preuves de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations

- La production nationale n'a cessé d'accuser une tendance à la baisse pendant la période considérée sauf en 1997 et au premier trimestre de 2000. Elle a atteint 50 309 unités en 1995 et s'est maintenue pendant toute la période à l'examen à des valeurs inférieures avec une hausse en 1997. À partir de 1998 et de manière plus prononcée en 1999, la baisse a été appréciable, tombant à 29 446 unités au cours de la dernière des années mentionnées. Le premier trimestre de 2000 montre un certain accroissement par rapport au même trimestre de l'année antérieure mais, étant donné que la tendance s'est inversée uniquement pendant un trimestre, pour des valeurs qui sont substantiellement inférieures aux valeurs historiques de la période considérée, l'autorité compétente estime que ce phénomène n'a pas une ampleur suffisante pour que l'on puisse parler d'une modification de la tendance négative de la production.
- Depuis 1997, les ventes effectuées par l'ensemble des entreprises nationales de la branche n'ont cessé de se contracter, passant de 44 017 unités en 1997 à 29 165 unités en 1999, soit une baisse de 33,8 pour cent. Bien que l'on observe un certain accroissement des ventes au cours du premier trimestre de 2000, ainsi qu'il a été analysé pour la production, on ne peut conclure à une inversion de la tendance à la baisse des années antérieures. En outre, on observe une évolution similaire des stocks.
- Le prix de vente moyen (simple) des modèles représentatifs des entreprises citées a baissé de 7 pour cent en 1998 et de 9 pour cent l'année suivante, restant inchangé au premier trimestre de 2000.
- En ce qui concerne les exportations, elles ont connu une baisse soutenue pendant la période considérée sauf au premier trimestre de 2000.
- Les effectifs n'ont cessé de se contracter pendant toute la période à l'examen et l'on note en fait qu'en 1998 et 1999, l'ensemble des trois entreprises (ZANELLA, JUKI et ROMPAL) se caractérise par des niveaux d'emplois inférieurs à ceux de l'entreprise ZANELLA en 1995 et 1996. On observe cette tendance pour ce qui est de l'emploi total comme pour ce qui est du nombre des emplois offerts par la branche de production, dans laquelle l'emploi a fortement reculé en 1999 ainsi qu'au premier trimestre de 2000. L'évolution de la masse salariale a été

similaire à celle du niveau de l'emploi pendant toute cette période. C'est en comparant les chiffres du premier trimestre de 1999 à ceux de la même période de 2000 que l'on observe les contractions les plus spectaculaires avec une baisse de l'ordre de 45 pour cent tant au niveau de l'emploi qu'au niveau de la masse salariale dans la branche de production concernée.

- Le taux d'utilisation de la capacité installée qui s'établissait à 26 pour cent en 1997 a reculé au cours de toutes les années suivantes de la période considérée pour tomber à 15 pour cent en 1999 et à 14 pour cent en 2000.
- La capacité de production de ZANELLA HNOS. Y CIA. S.A.C.I.F.I. HNOS. et de JUKI S.A.C.I.F.I.A. a été constante pendant toute la période considérée avec 176 108 unités. Cependant, elle est tombée à 19 pour cent au cours du premier trimestre de 2000 en raison de la réduction de la capacité de ZANELLA HNOS. Y CIA. S.A.C.I.F.I.
- En ce qui concerne les états comptables, les renseignements ont été communiqués par les entreprises ZANELLA HNOS. Y CIA. S.A.C.I.F.I. HNOS. et JUKI S.A.C.I.F.I.A., le produit similaire représentant 100 pour cent des ventes de la première de ces entreprises et entre 15 et 35 pour cent des ventes de la deuxième.
- ZANELLA HNOS. Y CIA. S.A.C.I.F.I. accuse une forte contraction du patrimoine net imputable aux pertes nettes enregistrées pendant toute la période à l'examen. En 2000, la situation s'est modifiée avec une diminution du capital et une augmentation au niveau des résultats non attribués. L'entreprise a enregistré une baisse des ventes générales, une augmentation de la dette, et à la fin de la période, en 2000, une proportion de la dette à court terme supérieure à 50 pour cent, et un faible niveau des liquidités. Parallèlement, pendant une grande partie de la période, le patrimoine net est en recul, les résultats nets sont négatifs ainsi que les résultats d'exploitation.
- En ce qui concerne JUKI S.A.C.I.F.I.A., les ventes générales sont en baisse au cours de la dernière période, et on observe en même temps une diminution du passif avec un patrimoine net relativement stable. Par ailleurs, au cours de la plus grande partie de la période, les résultats d'exploitation sont négatifs tandis que les résultats nets se révèlent légèrement positifs. La proportion de la dette à court terme est supérieure à 40 pour cent pendant les dernières années de la période.

2. Renseignements visant à déterminer si les importations se sont accrues en termes absolus ou par rapport à la production nationale (dans le cadre de l'article 12:1)

- Les importations ont évolué à la hausse au cours de la période la plus récente, tant en termes absolus par rapport à la consommation nationale apparente et à la production nationale. Les niveaux d'importation élevés de 1999 ont encore monté en termes absolus au cours du premier trimestre de 2000; en termes relatifs, les importations ont régulièrement progressé depuis 1996, représentant cette année-là 53 pour cent de la consommation apparente et atteignant 65 pour cent en 1999 et 70 pour cent au premier trimestre de 2000. Certes, les importations de 1999 ont été inférieures en valeurs absolues à celles de 1997 et de 1998 (années où la demande intérieure a fortement progressé), mais le même phénomène n'a pas été enregistré en ce qui concerne le marché et l'industrie, bien que, au cours de ces années, les importations se soient considérablement accrues en termes relatifs, passant de 53 pour cent de la consommation nationale apparente en 1996 à 57 pour cent en 1997 et à 63 pour cent en 1998; de même, elles ont représenté 94 pour cent de la production nationale en 1996 et sont

passées à 116 pour cent en 1997, à 161 pour cent en 1998, à 194 pour cent en 1999, avec une pointe de 202 pour cent au premier trimestre de 2000.

- En termes absolus, les importations en provenance de pays non membres du MERCOSUR ont notablement augmenté, phénomène encore plus marqué si l'on se réfère à la production nationale et/ou à la dimension du marché intérieur. Les conditions de prix des produits importés ont été compatibles avec l'essor du marché.
- La tendance à la baisse des prix moyens f.a.b. des importations faisant l'objet de l'enquête a également visé les produits nationaux; ainsi, dans le sous-ensemble A, les produits nationaux passent d'une moyenne de 1 131 pesos argentins en 1995 à 833 pesos argentins au premier trimestre de 2000 et, dans le sous-ensemble B, ils passent de 1 166 pesos argentins en 1995 à 996 pesos argentins au premier trimestre de 2000. En ce qui concerne le sous-ensemble A, les prix en question passent d'un minimum de 772 pesos argentins en 1998 à 833 pesos argentins au premier trimestre de 2000 et, s'agissant du sous-ensemble B, ils passent de 974 pesos argentins en 1998 à 996 pesos argentins au premier trimestre de 2000. En conséquence, pour le produit faisant l'objet de l'enquête, le prix minimal des importations, qui a atteint sa valeur maximale en 1996 avec 731 dollars EU, a constamment baissé pour tomber à 689 dollars EU en 1999 et à 605 dollars EU en 2000. Quant au revenu moyen découlant de la vente du produit similaire ou directement concurrent, il enregistre en 1995 une valeur maximale de 1 133 pesos argentins et diminue pour tomber à 844 pesos argentins en 1999 et à 858 pesos argentins pendant la période 2000.

3. Désignation du produit visé

Cyclomoteurs et motocyclettes d'une cylindrée inférieure ou égale à 100 cm³, à l'exclusion des quadricycles et des véhicules "tout terrain", cette expression étant entendue comme désignant les véhicules trial, enduro et cross.

Ces produits relèvent des positions tarifaires NCM n° 8711.10.00 et 8711.20.10.

4. Description de la mesure prévue

La mesure de sauvegarde définitive est appliquée sous forme de droits spécifiques minimaux perçus à l'importation de cyclomoteurs et de motocyclettes d'une cylindrée inférieure ou égale à cent centimètres cubes (100 cm³), à l'exclusion des quadricycles et des véhicules "tout terrain", cette expression étant entendue comme désignant les véhicules trial, enduro et cross, produits qui relèvent des positions tarifaires n° 8711.10.00 et 8711.20.10 de la nomenclature commune du MERCOSUR, pour une période de trois (3) ans, comme indiqué dans le tableau suivant:

Cylindrée	Mesure de sauvegarde dollars EU/unité du 22 juin 2001 au 21 juin 2002
Inférieure ou égale à 50 cm ³	314
Supérieure ou égale à 51 cm ³ et inférieure ou égale à 55 cm ³	314
Supérieure ou égale à 56 cm ³ et inférieure ou égale à 75 cm ³	297
Supérieure ou égale à 76 cm ³ et inférieure ou égale à 100 cm ³	444

5. Date projetée pour l'introduction de la mesure de sauvegarde

22 juin 2001.

6. Durée probable de la mesure

Trois (3) ans.

7. Date prévue pour l'examen qui devra avoir lieu au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure (s'il s'agit d'une mesure dont la durée dépasse trois ans)

Sans objet.

8. Calendrier prévu pour la libéralisation progressive de la mesure (si la durée probable dépasse un an)

Cylindrée	Mesure de sauvegarde dollars EU/unité du 22 juin 2001 au 21 juin 2002	Calendrier de la libéralisation dollars EU/unité	
		du 22 juin 2002 au 21 juin 2003	du 22 juin 2003 au 21 juin 2004
Inférieure ou égale à 50 cm ³	314	251	219
Supérieure ou égale à 51 cm ³ et inférieure ou égale à 55 cm ³	314	251	219
Supérieure ou égale à 56 cm ³ et inférieure ou égale à 75 cm ³	297	238	208
Supérieure ou égale à 76 cm ³ et inférieure ou égale à 100 cm ³	444	355	311

La libéralisation est de 20 pour cent pour la période comprise entre le 22 juin 2002 et le 21 juin 2003 et de 30 pour cent pour la période allant du 22 juin 2003 au 21 juin 2004 (pourcentages mesurés par rapport à l'année de base).

9. Renseignements à communiquer en cas de prorogation de la mesure

Sans objet.

Notifications au titre de la note de bas de page 2 relative à l'article 9

Notification au Comité de sauvegarde de la non-application d'une mesure de sauvegarde aux pays en développement au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes

1. Description de la mesure

Cylindrée	Mesure de sauvegarde dollars EU/unité du 22 juin 2001 au au 21 juin 2002	Calendrier de la libéralisation dollars EU/unité	
		du 22 juin 2002 au 21 juin 2003	du 22 juin 2003 au 21 juin 2004
Inférieure ou égale à 50 cm ³	314	251	219
Supérieure ou égale à 51 cm ³ et inférieure ou égale à 55 cm ³	314	251	219
Supérieure ou égale à 56 cm ³ et inférieure ou égale à 75 cm ³	297	238	208
Supérieure ou égale à 76 cm ³ et inférieure ou égale à 100 cm ³	444	355	311

2. Produit visé par la mesure

Cyclomoteurs et motocyclettes d'une cylindrée inférieure ou égale à 100 cm³, à l'exclusion des quadricycles et des véhicules "tout terrain", cette expression étant entendue comme désignant les véhicules trial, enduro et cross.

Ces produits relèvent des positions tarifaires NCM n° 8711.10.00 et 8711.20.10.
